

“L’Union européenne doit revenir sur le devant de la scène”

WALLONIE PICARDE

Loïc Delhuvette réalise une rétrospective de la gestion européenne de la crise tout en espérant quelques perspectives pour l’avenir.

Ce dimanche 9 mai, on célébrera la Journée de l’Europe. Une institution qui a souvent été pointée du doigt dans la gestion de la crise sanitaire de la Covid-19 qui nous touche toujours. Parfois à tort, parfois à raison. Cet événement était ainsi l’occasion de faire une rétrospective de la gestion par l’Europe de cette période totalement inédite à l’époque actuelle avec Loïc Delhuvette, directeur général de l’Eurométropole Tournai-Lille-Courtrai et maître-assistant à la HEH Tournai et l’Université de Lille.

L’occasion de se pencher dans un premier temps sur la fermeture des frontières, en mars 2020, qui a causé de grosses difficultés aux citoyens frontaliers.

“Cette fermeture a été d’une extrême violence dans un cadre complètement chaotique et dérégulé puisque nous vivions une crise inédite pour laquelle on ne savait pas vraiment comment réagir, souligne Loïc Delhuvette. Cette désorganisation a pris en otage les 150 millions d’Européens qui composent les bassins de vie transfrontaliers à travers les 40 frontières internes de l’Union européenne.”

Une situation qui a mené à une prise de conscience.

“On avait effectivement l’habitude de passer naturellement la frontière et, du jour au lendemain, on s’est retrouvé face à des difficultés de la vie quotidienne qui ont été évoquées par de nombreux acteurs comme les étudiants fréquentant une école d’un côté ou de l’autre de la frontière par exemple. Est-ce que, durant cette crise, il était utile de fermer les frontières comme cela a été fait? La réflexion mérite d’être menée. On a touché à l’essence même de l’Union européenne et sa libre circulation. Il fallait garantir ce principe et donc ne pas entraver la vie quotidienne de milliers de frontaliers.”

Cette crise aura au moins permis aux institutions, tant françaises que belges, parlent davantage entre elles. Des comités ministériels franco-belges ont ainsi permis de faire le point sur la situation épidémiologique de chaque côté de la frontière. Certaines mesures ont ainsi été homogénéisées.

“Cela a montré la capacité de dialogue et, surtout, une reconnaissance des frontaliers en septembre 2020, ajoute Loïc Delhuvette. Via les attestations, un frontalière a par exemple pu passer la frontière pour moins de 24 heures, sans test PCR. S’il n’y avait pas eu cette convergence et cette vision plus harmonisée et européenne des choses, cela n’aurait pas pu voir le jour.”

Pour notre interlocuteur, cette crise sanitaire doit représenter l’opportunité pour l’Union européenne de se pencher sur la gestion des frontières.

“Que cela soit d’un point de vue éducatif avec la question de la reconnaissance des diplômés, la question des formations en alternance, etc. Il faut y travailler à tous les niveaux. Il y a de gros enjeux derrière cela car il faut se dire qu’en résolvant ne serait-ce qu’un cinquième des entraves au niveau des frontières, ce qu’on appelle un peu pompeusement les blocages juridico-administratifs, on arriverait à créer un million d’emplois! Et cela concerne 150 millions de personnes à travers l’Europe, soit un citoyen sur trois!”

► Un premier soubresaut

Très objectif dans son analyse, Loïc Delhuvette reconnaît que l’Europe n’a pas forcément pris ses responsabilités au début de la crise, notamment envers l’Espagne et l’Italie lorsque ces pays avaient été violemment touchés par la crise. Il y a cependant vite eu un certain soubresaut.

“Des discussions ont vite été mises en place au sein de l’Eurogroupe pour créer un plan de relance. En quatre mois, les 27 États membres ont adopté ce fameux plan qui permet à l’Union européenne d’emprunter sur les marchés internationaux 750 milliards d’euros mutualisés sur l’en-

semble des États membres. Tout cela s’est déroulé dans un contexte où il fallait négocier la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne ainsi que le budget pluriannuel 2021-2027 qui a été validé récemment. Au moins, l’Europe a pris ses responsabilités sur la dimension économique.”

“Il faudra insister sur la dimension jeune qui a été absente des discussions.”

Et sur la dimension sociale? Il y a là, par contre, encore du travail. “Il faut effectivement une Europe plus sociale en bien des aspects. Un sommet s’ouvre d’ailleurs ce week-end à Porto, à l’initiative du Portugal très frappé par la crise et dont le taux de chômage est bien au-dessus de la norme européenne de 7%, sur la question d’une Europe plus sociale. Il faut voir comment cette dernière pourra être façonnée.”

Loïc Delhuvette revient sur la relance économique adoptée par l’Europe.

“Cette dernière devra être teintée d’éléments permettant d’améliorer notre approche concernant le dérèglement climatique tout en étant très attentif sur la dimension environnementale. Il faut une vraie politique en la matière. Puis, surtout, il faudra insister sur la dimension jeune qui a été complètement absente des discussions. Les jeunes ont été oubliés des politiques européennes, le constat est clair. Ils ont été privés de vie sociale, de formations... Actuellement, plein de stagiaires

sont sur le carreau, certains ont abandonné leurs études. Il faut être vigilants et ne pas les oublier dans le cadre du plan de relance.”

Durant cette crise sanitaire, l’Europe s’est pris quelques claques dans la figure. Des claques parfois nécessaires pour avancer, comme le confirme Loïc Delhuvette. “L’Union européenne doit revenir sur le devant de la scène. Elle est complexe, mais nous avons tout à gagner à collaborer.”

Mickaël Delfosse

Une Europe concrète

À l’occasion de la Journée de l’Europe, une conférence de l’avenir de l’Europe est lancée via un site internet (<https://futureu.europa.eu>) mis en ligne il y a quelques jours par le trilogue européen, soit la Commission, le Parlement et le Conseil européens. Ce site donne ainsi durant un an l’occasion aux citoyens de donner leurs avis sur la dimension européenne. “Cela permettra de créer une Europe qui sera différente, ajoute Loïc Delhuvette. Tout sera discuté, alimenté, amendé dans le cas des discussions qui ont lieu à travers le trilogue. Si on veut changer cette Europe et arrêter de la pointer du doigt, nous devons prendre nos responsabilités. Structurons-nous et émettons un avis.” Ce qui va faire l’Eurométropole au travers d’un espace citoyen qui sera lancé fin décembre. “Il sera composé de trente citoyens tirés au sort, dix de Wallonie picarde, dix de Flandre Occidentale et dix du Nord de la France, qui pourront discuter avec dix personnalités de l’Union européenne. Cette discussion sera ouverte à tous, pro ou anti Europe.” Pour Loïc Delhuvette, c’est par ce genre d’action que l’Europe va entrer davantage dans le quotidien des citoyens. Le directeur général de l’Eurométropole veut encore voir plus loin. “L’Europe doit être un élément de l’éducation de nos enfants. Comment sensibiliser des futurs citoyens de demain sans leur expliquer leur environnement direct? L’éducation est pour moi une réponse sérieuse à une approche européenne. Il faut susciter l’envie de s’y intéresser. L’Europe n’est pas un rêve, c’est une réalité. La libre circulation, la possibilité de faire son Erasmus à l’autre bout de l’Europe, aller acheter de l’eau de l’autre côté de la frontière, c’est du concret!”

M. Del.



► Loïc Delhuvette livre une analyse objective de la gestion européenne de la crise sanitaire. © DELFOSSE